



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

LES STRATÉGIES ET LES PRATIQUES D'INFLUENCE DE LA RUSSIE

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

É T U D E S



LES STRATÉGIES ET LES PRATIQUES D'INFLUENCE DE LA RUSSIE

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

Pour citer cette étude :

Céline Marangé, *Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie*, Études de l'IRSEM, 49, mars 2017.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-151020-3

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

- 48- *La Rupture stratégique*
LCL Olivier ENTRAYGUES
- 47- *Les Blogs de défense en France*
LCL Arnaud PLANIOL
- 46- *Les États-Unis au Moyen-Orient : orientation et perspectives stratégiques*
Antoine COPPOLANI et Pierre RAZOUX (dir.)
- 45- *La Sociologie des organisations appliquée aux groupes armés*
Alix LE MOIGN
- 44- *L'Émergence des nouvelles puissances de sécurité en Afrique*
Yousra ABOURABI et Julien DURAND DE SANCTIS
- 43- *L'Intégration des femmes dans les armées américaines*
LCL Arnaud PLANIOL
- 42- *L'Homme augmenté ? Réflexions sociologiques pour le militaire*
Agnès COLIN (dir.)
- 41- *Defending Europe? A Stocktaking of French and German Visions for European Defense*
Barbara KUNZ
- 40- *Stratégies de mise en place des soft powers européen et russe en Moldavie après la Guerre froide*
Michael E. LAMBERT
- 39- *Parlements et légitimité démocratique de la Politique de sécurité et de défense commune*
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS, Sara CANTO

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire générale

Contrôleuse des armées Marie-Noëlle QUIOT

Chef du bureau Valorisation de la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Responsable publications

Olivia RONSAIN

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

 <https://www.defense.gouv.fr/irsem>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2010, est un institut de recherche rattaché à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère de la Défense. Composé d'une quarantaine de personnes, civiles et militaires, sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité.

L'équipe de recherche est répartie en cinq domaines :

- Questions régionales Nord, qui traite de l'Europe, des États-Unis, de la Russie et de l'espace post-soviétique, de la Chine, du Japon et de la péninsule coréenne.
- Questions régionales Sud, qui traite de l'Afrique, du Moyen-Orient, du Golfe, du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.
- Armement et économie de défense, qui s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et aux questions stratégiques résultant des développements technologiques.
- Défense et société, qui examine le lien armées-nation, l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de défense, et la sociologie de la violence, de la guerre et des forces armées.
- Pensée stratégique, qui étudie la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératif, tactique).

En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère de la Défense) et externe (à destination de la communauté scientifique), l'IRSEM favorise l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs (la « relève stratégique ») en encadrant des doctorants dans un séminaire mensuel et en octroyant des allocations doctorales et postdoctorales. Les chercheurs de l'Institut contribuent aussi à l'enseignement militaire supérieur et, au travers de leurs publications, leur participation à des colloques et leur présence dans les médias, au débat public sur les questions de défense et de sécurité.

BIOGRAPHIE

Céline MARANGÉ est chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) où elle travaille sur la Russie, l'Ukraine et les pays d'Asie centrale. Elle a soutenu une thèse de doctorat en science politique à l'Institut d'études politiques de Paris en 2010. Avant de rejoindre l'IRSEM, elle a enseigné à l'université de Columbia, à Sciences Po et à l'université Harvard et a passé un an à l'université Yale en tant que Fox International Fellow.

Principales publications :

- Direction du numéro 29 de la revue *Les Champs de Mars* portant sur les « Reconfigurations politiques en Europe à la suite de la guerre en Ukraine », à paraître en juin 2017 ;
- « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Questions internationales*, 82, novembre 2016, p. 80-87 ;
- « La Russie et l'Europe », *Commentaire*, 152, hiver 2015, p. 787-794 ;
- *Le Communisme vietnamien, 1919-1991. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Presses de Sciences Po, 2012, 612 p.

celine.marange@defense.gouv.fr

SOMMAIRE

INTRODUCTION	11
L'INFLUENCE, UNE NOTION POLYMORPHE.....	13
Les définitions occidentales de l'influence	13
La conception russe de la « guerre de l'information »	15
L'influence dans la « guerre irrégulière » d'après Valery Gerasimov..	19
LA PERCEPTION DES MENACES :	
UNE VISION CONFORME À LA RÉALITÉ ?	23
La puissance militaire occidentale.....	24
Le renversement du régime	26
Le terrorisme islamiste.....	27
LA CONSTRUCTION D'UN ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE HOSTILE	33
Le rejet des valeurs occidentales de démocratie et de pluralisme.....	33
L'affirmation d'un discours de substitution : le « monde russe »	38
Révisionnisme et nostalgie de la puissance	41
LES CIBLES ET LES VECTEURS D'INFLUENCE : UN RETOUR AUX MÉTHODES SOVIÉTIQUES ?.....	45
Les élites européennes via des réseaux d'influence	46
Les Russes de l'étranger via des organismes dédiés.....	48
Les opinions publiques étrangères via les médias et les réseaux sociaux.....	51
CONCLUSION	55

INTRODUCTION

Cette étude pose les premiers jalons d'une réflexion sur les ressorts et les modalités de l'influence russe. Elle commence par une analyse comparée de la notion d'influence au niveau politique et militaire et définit la conception russe de la « guerre de l'information » et de la « guerre irrégulière ». Elle s'attache ensuite à saisir les changements à l'œuvre dans la perception et la hiérarchie des menaces à travers un examen des déclarations de hauts représentants militaires et une analyse comparée de plusieurs documents de doctrine promulgués récemment : les conceptions de politique étrangère de la Fédération de Russie de février 2013 et de novembre 2016, la doctrine militaire de décembre 2014 et la stratégie de sécurité nationale de décembre 2015.

Elle se poursuit par une réflexion sur les représentations qui fondent la posture stratégique des dirigeants russes. Partant du principe que la sécurité est l'absence de menaces, réelles ou perçues, elle apprécie leur rapport au monde et leur analyse de la situation internationale en étudiant les discours officiels et les pratiques. Elle s'intéresse, en particulier, à la manière dont ceux-ci perçoivent leur environnement stratégique et interprètent les intentions des acteurs qui le composent. Elle montre, dans un dernier temps, à quelles pratiques cette appréciation des menaces donne lieu en identifiant les cibles et les vecteurs de l'influence russe.

De l'étude, il ressort que les stratégies d'influence de la Russie sont de nature défensive, bien que les pratiques qui en découlent soient très offensives. Ces stratégies d'influence s'inscrivent dans un plan d'ensemble visant à protéger le régime russe des menaces qui pèseraient sur lui en raison de la « guerre de l'information » que les pays occidentaux, et singulièrement les États-Unis, lui livreraient. Trois dangers sont mis en avant dans les documents de doctrine : l'activisme militaire occidental avec en point de mire l'OTAN ; la déstabilisation ou le renversement du régime avec en vue les États-Unis ; la menace islamiste, terroriste et séparatiste que représentent les islamistes du Caucase et Daesh. On décèle, en 2015-2016, certains changements dans l'ordre de priorité des menaces. Après le début de l'intervention militaire russe en Syrie, en octobre 2015, la logique de confrontation avec les pays occidentaux, qui a atteint son

acmé au moment du déclenchement de la guerre en Ukraine au printemps 2014, s'est estompée, sans toutefois disparaître ; s'y est peu à peu substituée la menace islamiste. Cependant, la stratégie de sécurité nationale de décembre 2015 prête toujours aux adversaires extérieurs de la Russie l'intention de porter atteinte à l'ordre intérieur et à la stabilité du régime par le biais de la manipulation et de la désinformation, deux leviers d'influence.

Conçues en réaction à une hostilité perçue, ces stratégies d'influence viennent en complément d'autres initiatives de mobilisation de la société et d'affirmation de la puissance, comme la réforme de l'appareil militaire et le programme de réarmement¹. Quant aux pratiques d'influence, elles sont de nature hybride. D'un côté, elles empruntent les méthodes occidentales de *soft power* et de diplomatie publique et tirent profit des moyens d'information et de communication les plus modernes. De l'autre, elles s'inspirent de l'expérience et de la culture politique soviétique de Guerre froide et s'appuient, en grande partie, sur les principes et les méthodes de la subversion soviétique.

1. Voir Gustav Gressel, « [Russia's Quiet Military Revolution, and What it Means for Europe](#) », *Policy Brief*, European Council on Foreign Relations, octobre 2015.

L'INFLUENCE, UNE NOTION POLYMORPHE

L'influence est un concept aux extensions multiples. Le terme a des acceptions différentes suivant le domaine d'étude considéré (la science politique et la science militaire) et le champ d'application examiné (les relations internationales, la conduite de la guerre ou l'espace politico-médiatique). En France et aux États-Unis, il est de tradition d'établir une distinction nette entre les formes civiles et militaires de l'influence : le *soft power* et la diplomatie publique sont considérés comme des sphères d'action distinctes de l'influence militaire. En Russie, au contraire, ils sont envisagés comme des composantes de l'influence au plan militaire. La distinction entre le civil et le militaire, peu ancrée dans les esprits en raison de l'héritage soviétique, tend à s'effacer davantage encore sous l'influence de la théorie de la « guerre irrégulière » développée par l'actuel chef d'état-major Valery Gerasimov.

LES DÉFINITIONS OCCIDENTALES DE L'INFLUENCE

En relations internationales, l'influence renvoie généralement au concept de *soft power* et à celui, plus récent, de *smart power*, développés par l'universitaire américain Joseph Nye². Le concept de *soft power* appelle à reconsidérer les fondements de la puissance, qui ne repose plus uniquement sur des ressources économiques et militaires, mais aussi sur des ressources immatérielles, intangibles et diffuses. Le *soft power* illustre la capacité d'un acteur politique, en général d'un État, à atteindre ses objectifs en influençant le comportement d'un autre acteur, ainsi que la perception qu'il a de ses intérêts, sans recourir à l'incitation, à la menace ou à la contrainte militaire et économique, autrement dit sans faire usage des moyens relevant du *hard power*. Dans l'idée de Nye, la capacité d'influence d'un acteur est liée à son attractivité qui est à la fois inhérente et fabriquée : elle résulte des valeurs et des normes véhiculées par cet acteur,

2. Joseph Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, Public Affairs, New York, 2004.

qui sont supposées revêtir une dimension supérieure et une portée universelle ; elle découle aussi d'une action extérieure directe, qui s'exerce par la diplomatie publique, voire par la manipulation des opinions. D'invention plus récente, le *smart power* désigne la combinaison du *soft power* et du *hard power*. Il consiste à diminuer la nécessité de la coercition sans pour autant renoncer à l'expression de la puissance militaire.

Dans le champ militaire, l'influence ne se réduit pas aux formes d'expression de la puissance. Elle fait référence à des procédés tactiques dans la conduite de la guerre ayant pour finalité la neutralisation d'un adversaire donné, qu'il faut donc avoir au préalable identifié. Elle vise, d'une part, à empêcher cet adversaire d'exercer une influence néfaste ou de renforcer sa capacité de nuisance, et, d'autre part, à s'assurer le contrôle et la loyauté des populations concernées par ces actions militaires. Au niveau opérationnel, l'influence est envisagée en termes de « guerre de l'information », un concept élaboré aux États-Unis au début des années 1990. Connue en anglais sous l'appellation *information warfare* (IW), la « guerre de l'information » consiste à obtenir un avantage sur l'adversaire par le biais des technologies d'information et de communication. Dans sa définition la plus stricte, elle implique deux processus parallèles consistant « à protéger ses sources d'information concernant le terrain d'opération et, dans le même temps, à dénier, dégrader, corrompre ou détruire les sources de l'ennemi concernant ce même terrain d'opération ». Elle associe, en général, six composantes : la sécurité opérationnelle, la guerre électronique, les opérations psychologiques (*psy-ops*), la ruse (*deception*) et l'attaque des systèmes d'information, physique comme virtuelle³.

Enfin, l'influence fait référence à des pratiques plus ou moins secrètes et autorisées, qui vont bien au-delà de la conduite des opérations militaires sur un terrain donné. Mise en œuvre par les services de renseignement, civils ou militaires, l'action d'influence cherche à agir sur les perceptions d'une personne ou d'un groupe donné. Elle inclut les cyber-attaques, la défense des réseaux informatiques, l'espionnage et la surveillance électroniques, mais aussi la manipulation des médias et la propagande. Elle s'applique, en général, à trois niveaux : au niveau stratégique, celui de la

3. Brian Nichiporuk, « [U.S. Military Opportunities: Information-Warfare Concepts of Operation](#) », in Zalmay Khalilzad et Jeremy Shapiro, *Strategic Appraisal: United States Air and Space Power in the 21st Century*, RAND, 2002, p. 188.

décision politico-militaire ; au niveau opératif, celui la planification d'une campagne ; et au niveau tactique, celui la mise en œuvre d'une opération donnée. Elle met en œuvre trois types d'action : la désinformation consistant à divulguer des informations sciemment conçues comme fausses ; la manipulation visant à obtenir une action physique de la cible, qui agit de son propre chef contre ses intérêts après avoir reçu des informations, souvent vraies, mais présentées sous un jour particulier ; une large campagne de désinformation reposant sur une opération en deux temps, une action physique, suivie d'une mise en scène de l'opération pour servir ses intérêts. Elle peut rechercher deux fins opposées, en particulier au niveau stratégique : rallier à sa vision de futurs partenaires (influence blanche ou *white psy-ops*) ou bien jeter le discrédit sur un adversaire (influence noire ou *black psy-ops*). Dans tous les cas, elle doit, pour être efficace, s'appuyer sur une connaissance fine de sa cible, de ses valeurs morales, de ses attitudes, de sa psychologie et de ses croyances.

LA CONCEPTION RUSSE DE LA « GUERRE DE L'INFORMATION »

Dans la deuxième moitié des années 2000, les dirigeants russes se sont emparés du concept de *soft power*. Ils souhaitent alors restaurer l'image écornée de la Russie auprès des opinions publiques et des décideurs occidentaux. Comme le montre Yulia Kiseleva, le terme est apparu dans le discours des élites politiques russes à la fin des années 2000. Le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov l'emploie pour la première fois en 2008. Au départ, l'usage russe du *soft power* était assez similaire à celui développé par les pays occidentaux, tant dans la rhétorique que dans les visées. Il s'agissait de doter la Russie de ce nouvel attribut de la puissance, que les dirigeants occidentaux considéraient comme un outil essentiel de rayonnement et comme un instrument efficace de politique étrangère. Le *soft power* devait permettre à la Russie de soutenir la comparaison, de gagner en influence et d'accroître son attractivité sur la scène internationale. C'était un moyen pour elle d'affirmer ou de maintenir – suivant le point de vue considéré – son rang de « grande puissance ».

Rapidement, cependant, le discours russe sur le *soft power* s'est construit, non plus en miroir, mais en opposition au *soft power* américain. À partir de l'élection de Vladimir Poutine en mai 2012, et plus encore après l'annexion de la Crimée en mars 2014, l'expérience et le discours soviétiques d'hosti-

lité à l'égard du monde extérieur ont été considérablement réactivés⁴. La logique de rayonnement et de projection vers l'extérieur a été supplantée par le discours de « confrontation avec l'Occident » et l'image de la « forteresse assiégée ». Sans avoir complètement disparu, la notion de *soft power* a été évincée par celle de « guerre de l'information », dont l'acception est littérale et extensive en Russie. Dans les milieux russes de la défense et des forces de sécurité, communément appelés *siloviki* (« partisans de la force » en russe), comme dans de nombreux débats télévisés diffusés aux heures de grande écoute, une thèse fait quasiment l'unanimité : une « guerre de l'information » opposerait au niveau mondial la Russie, comme l'Union soviétique en son temps, à « l'Occident » (*Zapad*), pris au sens large et considéré comme un tout homogène. Plus précisément, la Russie serait en butte à une guerre non déclarée de « l'Occident » et, en particulier des États-Unis, qui l'attaqueraient par le truchement des sanctions économiques, des pressions diplomatiques et de « l'arme de l'information » afin de provoquer un changement de régime à Moscou, voire d'entraîner un nouveau démembrement du pays. Le président russe ne parle pas lui-même de « guerre de l'information », mais de hautes personnalités, tel le général Alexandre Bastrykine, président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie, ou Sergueï Ivanov, chef de l'administration présidentielle de 2011 à 2016, n'hésitent pas à utiliser le terme. Ancien ministre de la Défense (2001-2007), ancien vice-Premier ministre en charge des questions de défense et du complexe militaro-industriel, Ivanov, qui est général de division du KGB en retraite, continue de siéger de manière permanente au Conseil de sécurité de la Fédération de Russie⁵.

Au plan militaire, l'influence fait partie intégrante de la stratégie militaire en Russie ; on peut même dire qu'elle en constitue un invariant. Elle est intégrée à tous les échelons de la planification, aux niveaux stratégique, opératif et tactique. De plus en plus, elle est envisagée dans le cadre de la « guerre de l'information », une discipline enseignée pour la première fois en 1942 à l'Institut militaire des langues étrangères, supprimée des programmes dans les années 1990 et réintroduite dans les années 2000, et

4. Voir Yulia Kiseleva, « [Russia's Soft Power Discourse: Identity, Status and the Attraction of Power](#) », *Politics*, 35:3-4, 2015, p. 316-329.

5. « [Le chef de l'administration présidentielle Ivanov : une guerre de l'information a lieu contre Poutine et la Fédération de Russie](#) », *RBK*, 23 octobre 2014, en russe.

s'inscrit de ce fait dans la continuité de la théorie soviétique de la « propagande spéciale » (*spetspropaganda*). Les opérations d'information ne sont pas considérées uniquement comme un enjeu à prendre en compte dans l'art opératif et comme une arme pour conquérir, dissuader, déstabiliser ou convaincre d'autres acteurs. Elles s'insèrent dans une rivalité mondiale entre des « systèmes civilisationnels » opposés, censés se livrer une guerre non déclarée dans un même « espace informationnel ».

Le concept de « guerre de l'information » a été réinvesti et popularisé par le Professeur Igor Panarin, doyen de l'Académie diplomatique du ministère russe des Affaires étrangères, membre influent de différents cercles de défense proches du pouvoir et figure médiatique connue, qui a fait ses études à l'Institut militaire des télécommunications du KGB et poursuivi sa carrière au sein du KGB. Auteur de *La deuxième guerre mondiale de l'information est une guerre contre la Russie*, il estime que le Printemps arabe et les manifestations de décembre 2011 à Moscou résultent d'une agression américaine dans le champ de l'information et accuse les États-Unis de se servir des technologies de l'information pour influencer et manipuler les opinions publiques⁶. Vladimir Novikov, Professeur à l'Académie militaire des forces de fusées stratégiques – c'est-à-dire nucléaires – du nom de Pierre le Grand et auteur de *L'Arme de l'information. Une arme des guerres présentes et futures*, assimile, quant à lui, la « guerre de l'information » à un acte de subversion visant à provoquer un changement de régime. Dans un article du *Courrier militaire-industriel*, principal journal des milieux de défense en Russie, il s'appuie sur Lénine pour caractériser l'apparition d'une situation révolutionnaire et les conditions d'exportation de la révolution avant d'échafauder un discours contre-révolutionnaire.

Novikov distingue quatre scénarios de « guerre de l'information ». Le premier scénario, qualifié de « scénario en douceur », de « velours » ou de « couleur », consiste à créer « dans le pays une situation révolutionnaire menant à un changement de pouvoir sans intervention extérieure armée directe et sans occupation du territoire ». Le but stratégique d'une telle guerre est de « démoraliser la population, de contraindre sa direction à la démission » pour finalement « nommer le président et le gouvernement

6. Pour un historique complet du concept de « guerre de l'information », voir Jolanta Darczewska, « [The Anatomy of Russian Information Warfare: The Crimean Operation, A Case Study](#) », *Point of View*, 42, Center for Eastern Studies, Varsovie, mai 2014, p. 9-10.

dont on a besoin pour remplir les instructions de l'État-«conseiller» ». Le second scénario est activé lorsque le premier a échoué. Il consiste à anéantir des objectifs militaires et industriels en affirmant sa supériorité technologique et capacitaire avec des armes de pointe, des commandos spéciaux et des moyens de communication modernes. Novikov cite en exemple le renversement de Milosevic en Serbie en 1999, celui de Saddam Hussein en Irak en 2003 et celui de Kadhafi en Libye en 2011. Le troisième scénario est celui de la « communauté » et du « partenariat ». Il consiste « à intégrer peu à peu le pays visé, en développant des liens de coopération économiques, financiers, militaires ou autres ». Ainsi « l'État-victime tombe-t-il progressivement, mais sûrement dans une dépendance totale vis-à-vis de l'État-«conseiller» ». D'après l'auteur, « un tel scénario a été déployé contre le système socialiste et l'Union soviétique ». Enfin, le quatrième scénario est celui de la « décapitation ». Il consiste à exercer une influence sur un leader et sur l'appareil dirigeant d'un État. Difficilement réalisable, ce scénario n'en demeure pas moins « le plus favorable » à ses yeux.

Outre ces quatre scénarios, Novikov distingue trois étapes dans la « guerre de l'information ». La première consiste à faire perdre à un pays sa souveraineté, tout d'abord sur le plan économique, et à installer au pouvoir des « gouvernements fantoches » ; la deuxième à démembrer le pays en plusieurs entités de façon à y installer sans difficulté ces mêmes gouvernements – les exemples cités étant l'Union soviétique et la Yougoslavie – ; la troisième à entraîner et à entretenir dans le pays ciblé une guerre civile, de façon à discréditer toutes les parties du conflit et à tenter des poursuites pénales contre les dirigeants visés⁷. Étant donné la dangerosité des intentions prêtées à l'adversaire, il n'est pas surprenant que la « guerre de l'information » intègre une large gamme de moyens, comme l'espionnage, le contre-espionnage, la désinformation, la propagande, les cyber-attaques ou la destruction des systèmes d'information. Il est à noter que cette description de la « guerre de l'information » correspond aux pratiques observables dans de nombreux pays post-soviétiques où il existe des conflits latents.

7. Vladimir Novikov, « [Ne pas tuer, mais subordonner](#) », *Le Courrier militaro-industriel*, 48:614, 16 décembre 2015, en russe.

L'INFLUENCE DANS LA « GUERRE IRRÉGULIÈRE » D'APRÈS VALERY GERASIMOV

La « guerre de l'information » est aussi considérée comme un instrument de la guerre irrégulière d'après les thèses développées par le général d'armée Valery Gerasimov, chef d'état-major des forces armées russes, premier vice-ministre de la Défense et membre du Conseil de sécurité. En novembre 2012, le Président Poutine, réélu depuis le mois de mai précédent, congédie le ministre de la Défense Anatoli Serdioukov (2007-2012), issu du monde civil et critiqué pour sa gestion de la réforme militaire, à la suite d'une affaire de corruption, doublée d'une affaire de mœurs. Il nomme à sa place le général d'armée Sergueï Choïgou, populaire ministre des Situations d'urgence (1994-2012), et choisit Gerasimov pour le seconder, renforçant ainsi le poids des militaires de carrière au sein du gouvernement. Trois mois après sa nomination, Gerasimov publie dans le *Courrier militaro-industriel* un long article dans lequel il affirme l'importance de l'influence et expose sa vision de l'évolution des formes de conflictualité. Ce texte fondateur ne tarde pas à être présenté comme la « doctrine Gerasimov de la guerre irrégulière ». En voici de larges extraits :

« On observe au XXI^e siècle une tendance à l'effacement des distinctions entre l'état de guerre et l'état de paix. Les guerres ne sont plus déclarées, et, une fois commencées, se déroulent suivant un modèle qui ne nous est pas familier. L'expérience des conflits armés, y compris de ceux qui sont liés à ce qu'il est convenu d'appeler les révolutions de couleur en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, confirme qu'un État tout à fait prospère peut en l'espace de quelques mois et même de quelques jours se transformer en un terrain de lutte armée acharnée, devenir la victime d'une intervention étrangère, plonger dans les abysses du chaos, de la catastrophe humanitaire et de la guerre civile. [...] Les « règles de la guerre » mêmes se sont considérablement transformées. Les moyens non militaires ont vu leur rôle s'accroître pour atteindre des objectifs stratégiques et politiques, et, dans de nombreux cas, dépassent de loin par leur efficacité la force des armes. Les méthodes de lutte utilisées mettent désormais l'accent sur une large (gamme) de moyens politiques, économiques, informationnels, humanitaires, ainsi que de d'autres moyens non-militaires, réalisés par l'implication

du potentiel de protestation de la population. Tout ceci est complété par des moyens militaires dissimulés, y compris par la mise en œuvre de manifestations d'opposition (dans la sphère) de l'information et d'actions des forces spéciales d'intervention. On recourt ouvertement à la force, souvent sous couvert de mener des opérations de maintien de la paix ou de règlement de crise, seulement à une certaine étape, principalement pour atteindre un succès définitif dans le conflit.

De là découlent des questions légitimes : en quoi consiste la guerre contemporaine, à quoi faut-il préparer l'armée, de quels armements doit-elle être équipée ? Ce n'est qu'en ayant répondu à ces questions que nous pourrions déterminer les orientations de l'édification et du développement des Forces Armées dans une perspective de long terme. Pour cela il est indispensable de savoir précisément quelles formes et quels moyens d'application nous utiliserons. À l'heure actuelle, en plus des procédés traditionnels s'imposent des procédés non-standards. Le rôle des corps de troupes mobiles, de types différents, agissant dans un même espace d'information et de renseignement, s'accroît du fait de l'utilisation des nouvelles potentialités des systèmes de commandement et d'approvisionnement. Les actions militaires deviennent plus dynamiques, plus actives, et donnent plus de résultats. Les pauses tactiques et opératives dont l'adversaire pourrait tirer profit disparaissent. Les nouvelles technologies de l'information ont permis de réduire de façon significative la rupture entre les troupes et les organes de commandement en termes d'espace, de temps et d'information. Les confrontations frontales d'importants groupements de troupes (de forces) au niveau stratégique et opératif s'éloignent peu à peu vers le passé. L'influence à distance, sans contact, sur l'adversaire devient le principal moyen d'atteindre ses objectifs de combat et d'opération. La défaite de ses entités s'effectue dans toute la profondeur du territoire. Les distinctions s'effacent entre les niveaux stratégiques, opératifs et tactiques, et entre les actions offensives et défensives.

Le recours à des armements de haute précision se généralise. Des armes fondées sur de nouveaux principes physiques et des systèmes robotisés sont introduits activement dans la chose militaire. Les actions asymétriques se sont largement diffusées, permettant de niveler la supériorité de l'adversaire dans le conflit armé. S'y rapporte le recours aux forces d'opérations spéciales et à l'opposition intérieure pour créer un front perpétuellement actif sur tout le territoire de l'État adverse ; (s'y rapporte également) l'action d'information dont les formes et les moyens se perfectionnent en permanence. (...) »⁸

Nombreux sont les spécialistes de l'art militaire à faire remarquer que cette doctrine présente des similitudes avec les doctrines militaires qui avaient cours à l'époque soviétique⁹, voire à l'époque tsariste.

La Russie est régulièrement accusée par ses adversaires de pratiquer la guerre hybride, c'est-à-dire de se livrer à un ensemble d'actions hostiles visant, non pas à attaquer frontalement sa cible, mais à la déstabiliser politiquement, économiquement et militairement en tirant parti de ses faiblesses et en menant des opérations de subversion, de désinformation et de renseignement. Lors de la guerre contre la Géorgie en août 2008, en appui des opérations militaires, les forces armées russes ont lancé des cyber-attaques pour paralyser la capacité de réaction des autorités géorgiennes (niveau stratégique) et pour détruire le système de communication des forces armées (niveau tactique)¹⁰. Au moment de l'annexion de la Crimée en mars 2014, en plus de déployer des forces spéciales (*spetsnaz*) sans marques d'identification sur la péninsule, puis dans l'Est de l'Ukraine, ils ont recouru à plusieurs opérations de subversion et de désinforma-

8. Valery Gerasimov, « [La valeur de la science de la prédiction](#) », *Voенно-промышленный курьер (Le Courrier militaro-industriel)*, 8:476, 27 février-5 mars 2013, en russe, traduit et surligné par Céline Marangé. Pour une analyse de cet article, voir l'article de Mark Galeotti, « [The “Gerasimov Doctrine” and Russian Non-Linear War](#) », in *Moscow Shadows: Analysis and Assessment of Russian Crime and Security*, 6 juillet 2014.

9. Diego A. Ruiz Palmer, « [Back to the Future? Russia's Hybrid Warfare, Revolutions in Military Affairs, and Cold War Comparisons](#) », in Guillaume Lasconjarias et Jeffrey A. Larsen (dir.), *Nato's Response to Hybrid Threats*, Collège de défense de l'OTAN, 2015, p. 49-71.

10. Voir David J. Smith, « [Russian Cyber Capabilities, Policy, and Practice](#) », *Focus Quarterly*, hiver 2014.

tion¹¹. Ils n'ont utilisé des modes de combat plus conventionnels, comme le pilonnage de certains points névralgiques du territoire ukrainien, qu'à partir du moment où les bataillons de volontaires ukrainiens ont réussi à opposer une résistance aux forces séparatistes pro-russes¹².

Pour l'assaillant, les manœuvres hybrides ont l'avantage d'infliger des dégâts importants à moindre coût : leur mise en œuvre présente peu de risques et requiert peu de moyens, tandis que ses effets sont difficiles à parer pour celui qui doit se défendre¹³. Les opérations d'influence étant plus efficaces quand les cultures sont proches, l'espace post-soviétique constitue un terrain favorable à la guerre hybride : les identités ethniques, religieuses et citoyennes y sont complexes et entremêlées, en particulier dans les régions frontalières qui sont le lieu de nombreux trafics et qui entretiennent, en général, des relations distantes et conflictuelles avec le centre politique du pays.

11. Andras Racz, *Russia's Hybrid War in Ukraine. Breaking the Enemy Ability to Resist*, The Finnish Institute of International Affairs, juin 2015, 101 p.

12. Voir Gustav Gressel, « [Russia's Military Options in Ukraine](#) », European Council on Foreign Relations, 27 avril 2015.

13. Nicu Popescu, « [Hybrid Tactics: Neither New, not Only Russian](#) », *Alert Issue*, 4, European Union Institute for Security Studies, janvier 2015.

LA PERCEPTION DES MENACES : UNE VISION CONFORME À LA RÉALITÉ ?

Une lecture comparée des différents textes de doctrine, associée à l'étude des discours officiels et des pratiques, permet de saisir les changements à l'œuvre dans la perception et la hiérarchie des menaces. La nouvelle stratégie de sécurité nationale de décembre 2015¹⁴ vise à définir les intérêts stratégiques de la Russie et à déterminer les mesures de politique intérieure et extérieure qui sont nécessaires pour garantir sa sécurité et son développement à long terme. Elle vient en sus de la conception de politique étrangère de la Fédération de Russie¹⁵, adoptée en février 2013 et actualisée en novembre 2016, et de la doctrine militaire, promulguée en décembre 2014. En comparaison de ces deux documents qui révélaient une hostilité marquée à l'égard des pays occidentaux et un durcissement du régime, elle atteste un certain retour en arrière. Certes elle établit toujours un continuum entre les menaces contre la « défense du pays » et celles « contre la sécurité de l'État et de la société ». Elle prête, en particulier, aux adversaires extérieurs de la Russie l'intention de nuire à l'ordre intérieur et à la stabilité du régime par le biais de la manipulation et de la désinformation. Cependant, elle reflète aussi les inflexions que la politique étrangère russe a connues en 2015. Cherchant à obtenir une levée des sanctions occidentales, les autorités russes se montrent un peu moins virulentes à l'égard de l'Union européenne et des États-Unis. Inquiètes des répercussions de la montée en puissance de Daesh, elles ont décidé d'intervenir en Syrie, en septembre 2015, et prennent de plus en plus au sérieux la menace islamiste en Russie même.

14. « [Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie](#) », entérinée par décret du Président Vladimir Poutine le 31 décembre 2015, 40 p., en russe.

15. « [Conception de politique étrangère de la Fédération de Russie](#) », entérinée par décret du Président Vladimir Poutine le 12 février 2013, en russe.

LA PUISSANCE MILITAIRE OCCIDENTALE

La doctrine militaire de la Fédération de Russie de décembre 2014¹⁶ établit une liste de dangers et de menaces qui pointent toutes en direction des États-Unis et de l'OTAN. Ainsi, au nombre des premiers « dangers militaires extérieurs » (*vnešnie voennye opasnosti*) – à distinguer des menaces (*ugrozy*) – figurent l'accroissement et l'activation des forces de l'OTAN et son rapprochement des frontières russes ; la déstabilisation de régions et d'États ; le déploiement de contingents militaires dans des pays limitrophes de la Russie ; la création et le déploiement de systèmes anti-missiles ; les « prétentions territoriales » à l'égard de la Russie et de ses alliés ; l'ingérence dans les affaires intérieures ; la prolifération d'armes de destruction massive ; la violation des traités internationaux dans le domaine de l'interdiction et de la réduction des armes ; le recours à la force armée et l'apparition de conflits armés sur les territoires d'États limitrophes de la Russie sans mandat onusien¹⁷. Sans remettre en cause cette doctrine qui reste en vigueur, la stratégie de sécurité nationale entérinée en décembre 2015 témoigne d'un changement de ton, confirmé par la conception de politique étrangère de novembre 2016.

Certes, les États-Unis demeurent une cible de choix. Il leur est reproché de vouloir « maintenir leur domination dans les affaires mondiales », de porter atteinte à la stabilité régionale et globale en déployant des systèmes de défense anti-missile en Europe, en Asie-Pacifique et au Proche-Orient, de soutenir des changements de régime « anticonstitutionnels » et même « d'étendre un réseau de laboratoires militaro-biologiques sur le territoire des voisins de la Russie ». Mais la nouvelle stratégie de défense nationale affirme aussi que la Russie « est intéressée par l'établissement d'un partenariat complet avec les États-Unis sur la base d'intérêts concomitants, notamment dans le domaine économique, étant donné l'influence clef des relations russo-américaines sur l'état de la situation internationale dans son ensemble ». La stratégie de sécurité nationale précise à ce sujet que les principaux piliers de ce partenariat « demeurent le perfectionne-

16. Voir Polina Sinovets et Bettina Renz, « [Russia's 2014 Military Doctrine and Beyond: Threat Perceptions, Capabilities, and Ambitions](#) », in Guillaume Lasconjarias et Jeffrey A. Larsen (dir.), *NATO's Response to Hybrid Threats*, op. cit., p. 73-91.

17. « [Doctrine militaire de la Fédération de Russie](#) », entérinée par décret du Président Vladimir Poutine le 30 décembre 2014, en russe, p. 5.

ment des mécanismes de contrôle des armements prévus par les traités internationaux, le renforcement des mesures de confiance, la résolution des questions liées à la non-prolifération des armes de destruction massive, l'élargissement de la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la résolution des conflits régionaux » (point 98).

On retrouve la même ambiguïté à propos de l'OTAN. D'un côté, la stratégie de défense nationale soutient que la Russie « est prête à développer des relations avec l'OTAN sur la base de l'égalité des droits dans le but de renforcer la sécurité générale dans la région euro-atlantique » (point 107). De l'autre, elle réitère que « l'accroissement du potentiel militaire de l'OTAN et le fait de lui attribuer des fonctions globales (...) constituent une menace (*ugroza*) pour la sécurité nationale » (point 15). Elle précise à ce sujet qu'il demeure « inacceptable pour la Russie » que l'OTAN intensifie ses activités, rapproche ses structures militaires des frontières russes, crée un système de défense anti-missile et s'attribue des fonctions de nature globale (point 106), se substituant ainsi à l'ONU. Dans leurs déclarations publiques, les plus hauts dirigeants russes continuent de considérer que l'Alliance atlantique constitue un danger immédiat et direct. En décembre 2015, le ministre de la Défense Sergueï Choïgou a donné son appréciation de l'évolution de l'équilibre des forces en Europe et des capacités nucléaires américaines au cours d'une réunion de la commission élargie du Collège de l'institution de défense, qui réunissait les plus hauts représentants de l'armée et du ministère de la Défense, les commandants militaires des régions, les membres du Conseil de Sécurité de Russie et d'autres responsables politiques de premier plan. Prenant la parole après le Président Poutine, il a observé « une forte aggravation de la situation politique et militaire dans le monde, en particulier en Europe, en Asie centrale et au Moyen-Orient ». Il a affirmé que le « bloc de l'OTAN », qui s'est déjà élargi à douze nouveaux membres, envisageait activement l'intégration du Monténégro, de la Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie et de l'Ukraine, ce qui à ce jour reste à prouver. Il a également fait remarquer qu'en l'espace de la seule année 2015, le contingent de l'OTAN dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie avait augmenté de huit fois pour ce qui était des avions et de treize fois pour ce qui était des troupes et que jusqu'à 300 chars y avaient été déployés. Enfin, il a ajouté qu'environ 200 bombes nucléaires américaines et 310 avions porteurs à différents niveaux

de préparation se trouvaient sur le territoire de la Belgique, de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la Turquie¹⁸.

LE RENVERSEMENT DU RÉGIME

Au nombre des « dangers militaires extérieurs » recensés dans la doctrine militaire de 2014 figurent aussi des menaces de nature politique, notamment « l'utilisation de technologies de communication et d'information à des fins politico-militaires pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des États », « l'établissement, dans des pays frontaliers de la Russie, de régimes dont la politique menace les intérêts de la Russie » et enfin « l'activité de sape des services secrets d'autres États ». La stratégie de sécurité nationale de décembre 2015 abonde dans le même sens, en affirmant que « certains pays utilisent les technologies d'information et de communication pour atteindre leurs objectifs géopolitiques, y compris en manipulant la conscience collective et en falsifiant l'histoire » (point 21). Elle fait l'inventaire des menaces contre la sécurité de l'État, notant (1) l'action de renseignement des services secrets étrangers « portant atteinte aux intérêts nationaux » ; (2) l'activité d'organisations extrémistes et terroristes, cherchant à « modifier par la force l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie, à déstabiliser le travail des organes du pouvoir d'État, à anéantir ou à détruire le fonctionnement d'entités militaires et industrielles, d'infrastructures destinées à la population et au transport, à effrayer la population, y compris en s'accaparant des armes de destruction massive et des substances dangereuses radioactives, toxiques, chimiques, et biologiques, à accomplir des actes de terrorisme nucléaire, à détruire la sécurité et la stabilité du fonctionnement des infrastructures critiques d'information de la Fédération de Russie » ; (3) le danger que représentent des groupes sociaux décidés à porter atteinte à l'unité et l'intégrité territoriale du pays, à déstabiliser la situation politique en s'inspirant des révolutions de couleur et à « détruire les valeurs morales et spirituelles traditionnelles de la Russie » ; (4) l'utilisation des moyens de communication et d'information pour répandre « l'idéologie du fascisme, l'extrémisme, le terrorisme

18. « [Les ennemis de la Russie n'ont aucune chance](#) », *Le Courrier militaro-industriel*, 48:614, 16 décembre 2015, en russe.

et le séparatisme ». Viennent seulement ensuite (5-7) la criminalité, la corruption et les catastrophes naturelles.

Pour répondre à ces menaces intérieures, la stratégie de sécurité nationale propose de renforcer le rôle de l'État, des forces de police et des services spéciaux, ainsi que des services de contrôle chargés de lutter contre la corruption. Elle préconise également de prendre des mesures pour immuniser les citoyens et la société contre « l'influence destructive de l'information de la part d'organisations extrémistes et terroristes, de services spéciaux étrangers et de structures de propagande » (point 47). Enfin, il est intéressant de noter que l'UE n'est plus considérée comme un danger alors qu'elle était fortement critiquée pendant la crise ukrainienne. D'après la stratégie de sécurité nationale, « la Fédération de Russie se prononce en faveur du renforcement de la coopération mutuelle avec les États européens et avec l'UE, en faveur de l'harmonisation des processus d'intégration en Europe et dans l'espace post-soviétique et en faveur de la formation, dans la région euro-atlantique, d'un système de défense collective sur une base contractuelle et juridique précise » (point 97). Quant à la nouvelle conception de politique étrangère, elle souligne aussi l'intérêt que porte la Russie à « l'édification d'une coopération constructive, stable et prévisible avec les pays de l'UE suivant les principes de l'égalité et du respect mutuel des intérêts » (point 63), ainsi que sa disposition « à soutenir un dialogue intensif et mutuellement bénéfique avec l'UE au sujet des principaux dossiers de politique étrangère », tout en continuant à développer des interactions, notamment dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, contre l'immigration illégale et contre le crime organisé (point 64).

LE TERRORISME ISLAMISTE

L'islamisme radical fait l'objet d'une préoccupation grandissante. On observe une nette inflexion du discours officiel à ce sujet, comme en témoignent tant les doctrines que les déclarations de hauts responsables politiques et militaires russes. Au plus fort de la crise ukrainienne, les médias russes attribuaient l'apparition de l'État islamique (EI) aux intrigues des services secrets occidentaux, qui étaient accusés de chercher à déstabiliser le Moyen-Orient, à en évincer la Russie et à discréditer l'Islam. Cette interprétation appelait deux corollaires. D'une part, elle incitait les dirigeants russes à soutenir le régime syrien de Bachar el-Assad et à intervenir militairement en Syrie, l'idée étant que « si le fondamentalisme musulman

est une maladie ou une “tumeur cancéreuse”, il ne peut être traité que par une opération de chirurgie invasive¹⁹ ». D'autre part, elle les conduisait à minimiser les effets de cette idéologie en Russie. Les autorités refusaient ainsi de reconnaître que l'islam radical y gagnait du terrain et qu'il y disposait d'une base sociale non négligeable. La doctrine militaire de décembre 2014 mentionnait seulement que l'extrémisme et le terrorisme représentaient des « menaces militaires intérieures » susceptibles de « miner la souveraineté (nationale) et de détruire l'unité et l'intégrité territoriale de la Russie ». La nouvelle stratégie de sécurité nationale de décembre 2015 prend acte de l'apparition de nouvelles menaces et redoute les répercussions des foyers de tensions au Proche et au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et sur la péninsule coréenne, ainsi que dans des régions en guerre qui échappent au contrôle de tout État. Elle attribue l'apparition de l'EI et le renforcement de son influence à « la politique des doubles standards que certains États suivent dans le domaine de la lutte contre le terrorisme²⁰ ». Cette formule pouvait tout autant désigner les services secrets étrangers précédemment incriminés que viser la Turquie, cible de nombreuses critiques après qu'un chasseur-bombardier russe Soukhoï Su-24 a été abattu par un F-16 turc et s'est écrasé en territoire syrien, le 24 novembre 2015.

Les répercussions du conflit syrien dans le Caucase, dans les républiques musulmanes de la Fédération de Russie et dans les pays post-soviétiques d'Asie centrale, sont de plus en plus redoutées, en raison d'une aggravation objective de la menace. Rappelons que la Russie, pays de 143 millions d'habitants, compte environ 16,5 millions de citoyens de confession ou de tradition musulmane, à qui viennent s'ajouter quatre millions d'immigrés musulmans venus d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan. Lors de la quatrième conférence sur la sécurité internationale organisée par le ministère russe de la Défense à Moscou en avril 2015, le chef du renseignement militaire, le général Igor Sergun, mort subitement en janvier 2016, déclarait que « le terrorisme international constituait l'un des défis les plus dangereux de la période contemporaine » et qu'il « se transformait en une véritable force,

19. Alexey Malashenko, « [Divisions and Defiance Among Russia's Muslims](#) », Carnegie Moscow Center, 20 novembre 2015.

20. Ilya Usov, « Le président de la Russie a entériné la stratégie de sécurité nationale du pays », *Vedomosti*, 31 décembre 2015, en russe.

prétendant s'emparer du pouvoir dans une série d'États du monde » : « La lutte est proclamée pour former un front uni du "Djihad global" dont l'intérêt est une confrontation armée avec les "principaux ennemis de l'Islam", au nombre desquels figurent les États-Unis, les pays d'Europe occidentale, la Russie et les États musulmans dotés d'un gouvernement laïque. [...] D'après notre évaluation, le terrorisme fait peser la plus grande menace sur l'Irak, la Syrie, la Libye et l'Afghanistan »²¹. Dans ses prises de position publiques, le général Sergun s'inquiétait, en particulier, des risques de déstabilisation de l'Asie centrale après le départ d'Afghanistan des dernières forces de la coalition occidentale. Les autorités russes ont souvent tendance à surestimer la menace islamiste en Asie centrale pour se poser en pourvoyeur de sécurité. Néanmoins, ce changement d'approche est lié à des menaces ouvertes et directes, aux craintes que suscite le retour de djihadistes partis en Syrie et à une recrudescence du terrorisme qui a durement touché le pays par le passé.

En septembre 2014, l'EI a adressé un message de menace au Président Poutine et annoncé qu'il entendait « libérer la Tchétchénie et l'ensemble du Caucase²² ». Le mois suivant, il a mis à prix, pour 5 millions de dollars, la tête de Ramzan Kadyrov, le président de la République de Tchétchénie²³. Au début de l'automne 2015, les autorités russes évaluaient officieusement le nombre de citoyens russes combattant dans les rangs de l'EI entre 5000 et 7000 individus. Parmi eux se trouvaient des centaines de Tchétchènes, y compris à des postes de direction. De nombreux commandants de « l'Émirat du Caucase » (*Imarat Kavkaz*), une organisation secrète fondée dans le Caucase en 2007, à la fin de la seconde guerre de Tchétchénie, ont prêté allégeance à l'EI au cours des dernières années. En juin 2015, un chef de guerre tchétchène a juré fidélité à l'EI au nom de tous les combattants tchétchènes. Le même mois, des partisans de l'EI au Daghestan, en

21. « Igor Sergun : "Les terroristes prétendent réellement s'emparer du pouvoir dans une série de pays" », *Oroužie Rossii (Les Armes de la Russie)*, 17 avril 2015, en russe.

22. Ishaan Tharoor, « [Islamic State Militants Want to Fight Putin](#) », *Washington Post*, 6 septembre 2014.

23. Alexey Malashenko, « [La dédiablement de la Tchétchénie : comment Kadyrov combat l'EI](#) », Carnegie Moscow Center, 13 novembre 2015, en russe. [Version en anglais](#). Le mot dédiablement est une traduction approximative du néologisme *dešajtanizacija*, un terme formé à partir du mot *šajtan* qui sert à désigner le mauvais djinn dans la mythologie musulmane.

Tchéchénie, en Ingouchie et en Kabardino-Balkarie ont publié un appel en russe, dans lequel ils sollicitaient « le soutien de l'aile principale de l'organisation », après quoi le porte-parole officiel de l'EI, Abou Mohammed al-Adnani, a annoncé la création dans le Caucase du Nord d'une nouvelle branche de l'EI, dirigée par Abou Mohamad al-Qadari²⁴. La plupart des islamistes du Caucase du Nord reconnaissent désormais l'autorité de l'EI. D'après le chercheur Alexey Malashenko, qui s'appuie sur des études d'opinion, un demi-million de musulmans de Russie aurait des sympathies pour l'EI et des « milliers de cellules salafistes appartenant au mouvement radical Hizb ut-Tahrir » (une organisation islamiste née d'une scission avec les Frères musulmans) existeraient à travers le pays²⁵. Longtemps confiné dans le Caucase du Nord, l'Islam radical se propage dans la région de Moscou, dans les grandes villes de Russie occidentale, mais aussi dans les républiques musulmanes de la Volga et en Extrême-Orient. De nombreux jeunes musulmans de Russie éprouvent une désaffection pour l'Islam traditionnel dont les représentants sont souvent âgés (près des deux tiers des imams russes ont plus de 70 ans). Ils sont séduits par le charisme de jeunes clercs revenus du Moyen-Orient et par le discours de rupture et de retour aux sources de l'islam que véhiculent l'EI et d'autres mouvements.

En septembre 2015, le porte-parole du Président Poutine, Dmitri Peskov, déclarait que la menace terroriste faisait l'objet d'une attention continue tant du président que des organismes chargés de le combattre, citant le FSB et le Comité anti-terroriste²⁶. La crainte d'une résurgence du terrorisme en Russie s'est accentuée après le début de l'intervention russe en Syrie. En octobre 2015, deux semaines avant les attentats de Paris, 224 passagers d'un avion de ligne russe ont péri dans le crash de leur avion qui s'est abîmé dans le Sinaï à la suite d'un attentat perpétré par des partisans de l'EI, malgré les dénégations initiales des autorités russes et égyptiennes. En février 2016, le pays a été saisi de stupeur après la décapitation d'une

24. Alexey Malashenko, « [L'attentat au Daghestan : le début de l'offensive de l'État islamique en Irak et au Levant ?](#) », Carnegie Moscow Center, 13 janvier 2016, en russe.

25. Alexey Malashenko, « [Divisions and Defiance Among Russia's Muslims](#) », *op. cit.*

26. « [Un a déclaré au Kremlin que Poutine suit en permanence la menace de l'EI](#) », *Gazeta*, 25 septembre 2015, en russe.

enfant de 4 ans par sa nourrice de nationalité ouzbek qui a par la suite déclaré avoir agi par vengeance pour la Syrie²⁷.

27. Après avoir décapité l'enfant, elle a exhibé sa tête dans les rues de Moscou en criant, selon des témoins de la scène, « Allah Akbar ». D'après un fragment de vidéo rendu public à l'insu des autorités, elle aurait déclaré, lors de son interrogatoire, avoir agi par vengeance contre Poutine à cause des bombardements en Syrie. L'affaire a fait tellement de bruit qu'elle n'a pas pu être étouffée, même si les chaînes de télévision publiques ont eu interdiction d'en parler. « [La nounou s'est "vengée de Poutine pour la Syrie"](#) », Radio Svoboda, 16 mars 2016, en russe. La vidéo intitulée « [Je me suis vengée de Poutine](#) » a été mise en ligne sur YouTube le 2 mars 2016, en russe.

LA CONSTRUCTION D'UN ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE HOSTILE

Les stratégies d'influence russe sont conçues en réaction à un environnement stratégique perçu comme hostile et incertain. Les dirigeants russes se méfient des valeurs et du *soft power* des pays occidentaux et veulent en prémunir la société russe. Pour comprendre ces perceptions et leurs répercussions, il est important de tenir compte des intentions, des stratégies et des moyens qu'ils prêtent aux acteurs qui composent cet environnement, mais il faut aussi s'interroger sur ce qui fonde leur représentation du monde, à savoir leur culture politique et leur référentiel identitaire. Il est fréquent que les décideurs se trompent sur la menace, soit parce qu'ils se méprennent sur l'intention hostile, soit parce qu'ils évaluent mal la capacité de nuisance de l'adversaire. Pour analyser ces perceptions faussées du danger, trois schémas d'interprétation peuvent être avancés : la théorie bureaucratique souligne les risques que représentent une trop grande centralisation de la décision et une absence de débat au plus haut niveau ; la théorie cognitive montre que des croyances fortes peuvent entraîner une attention sélective aux signaux, voire un déni de la réalité ; la théorie des émotions incite à considérer les stratégies de reconnaissance des acteurs, qui peuvent chercher à se valoriser dans l'adversité, en se choisissant, par exemple, un ennemi puissant²⁸.

LE REJET DES VALEURS OCCIDENTALES DE DÉMOCRATIE ET DE PLURALISME

En février 2012, Vladimir Poutine, alors premier ministre et candidat déclaré à un troisième mandat présidentiel, prononçait un long discours de politique étrangère. Comme dans son célèbre discours de Munich en 2007, il se posait en défenseur du respect des principes du droit international. Rejetant « l'hypertrophie du recours à la force », il accusait les États-Unis et l'OTAN de déstabiliser le système international. Il réprouvait « l'élargissement de l'OTAN, incluant le déploiement de nouvelles infrastructures

28. Voir Thomas Lindemann et Julie Saada, « [Théories de la reconnaissance dans les relations internationales. Enjeux symboliques et limites du paradigme de l'intérêt](#) », *Cultures & Conflits*, 87, automne 2012, p. 7-25.

militaires, et les projets de l'alliance (d'origine américaine) pour créer un système de défense antimissile en Europe », aux frontières de la Russie. Il dressait ensuite un bilan du printemps arabe, un « phénomène nouveau » caractérisé par l'apparition « de manifestations pratiquement synchrones dans de nombreux pays arabes contre des régimes autoritaires ». Au départ, notait-il, « la sympathie des Russes allait vers ceux qui cherchaient à obtenir des réformes démocratiques », mais « au lieu d'affirmer la démocratie et de défendre le droit des minorités, il s'est agi d'expulser l'adversaire et de renverser le pouvoir ». Réprochant l'ingérence de puissances étrangères dans ces conflits intérieurs, il en venait à une conclusion sans appel : « On en est arrivé au point qu'un ensemble d'États, sous couvert de mots d'ordre humanitaires et avec l'aide de l'aviation, en ont fini avec le régime libyen. Et comme apothéose, cette scène répugnante de justice sommaire digne, non pas du Moyen Âge, mais des temps primitifs, avec M. Kadhafi. On ne peut admettre que quiconque cherche à réaliser le "scénario libyen" en Syrie »²⁹. D'après des sources concordantes, l'assassinat de M. Kadhafi, en octobre 2011, moins d'un mois après que Vladimir Poutine a annoncé qu'il briguerait un troisième mandat présidentiel, l'aurait profondément choqué. Il se serait alors définitivement convaincu de la duplicité des dirigeants occidentaux. Les manifestations de rue qui ont eu lieu en décembre 2011 à Moscou, en signe de protestation contre les fraudes électorales commises lors des élections législatives, n'ont dû que renforcer sa suspicion, d'autant qu'il était nommément pris à parti et que les manifestants dénonçaient aussi la corruption du régime³⁰.

Dans ce même discours de février 2012, il soulignait la puissance des médias et le rôle des technologies d'information et de communication dans la formation de l'opinion publique mondiale. À ses yeux, Internet et les réseaux sociaux s'étaient transformés en instruments de politique intérieure et internationale. Il se montrait méfiant vis-à-vis du *soft power* qu'il définissait comme un ensemble d'instruments et de méthodes pour atteindre des buts de politique étrangère sans recourir au feu, en s'appuyant sur des leviers d'influence fondés sur l'information et d'autres moyens. À cet

29. Vladimir Poutine, « [La Russie et le monde changeant](#) », discours public publié dans *Rossijskaâ Gazeta*, 27 février 2012, en russe.

30. Voir Céline Marangé, « [Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?](#) », *Études de l'IRSEM*, 37, janvier 2015.

égard, il estimait qu'« il n'était pas rare que ces méthodes soient utilisées pour cultiver et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, pour manipuler l'opinion publique, pour exercer une ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains ». Il appelait à établir une distinction claire entre ce qui relevait de « la liberté de parole et de l'activité normale de la vie politique » et ce qui constituait « des instruments de *soft power* contraires à la loi », concluant à ce sujet : « On ne peut que saluer le travail civilisé des organisations non-gouvernementales à caractère humanitaire ou caritatif. En revanche, il est inadmissible que des “pseudo-ONG” et d'autres structures mènent des activités en poursuivant l'objectif de déstabiliser la situation dans tel ou tel pays avec le soutien de l'étranger »³¹.

À l'instar du Président Poutine, les élites politiques russes estiment généralement que la promotion de la démocratie, l'épanouissement de la société civile et le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit constituent les principaux objectifs du *soft power* occidental et qu'ils représentent une menace pour la pérennité du régime russe et pour la stabilité du monde. À la suite des manifestations de 2011 et plus encore après le début du mouvement Maïdan à Kiev en novembre 2013, le Kremlin a opéré un tour de vis sur le plan intérieur. Vladislav Sourkov, l'architecte de la « démocratie dirigée » dans les années 2000, a été remplacé par Viatcheslav Volodine, au poste de premier chef-adjoint de l'administration présidentielle, alors dirigée par Sergueï Ivanov (le général du KGB en retraite). Toute critique à l'endroit du pouvoir revêt désormais un caractère politique, alors qu'auparavant seuls quelques sujets, comme la gestion des affaires militaires et des questions religieuses, étaient tabous. Depuis ont été promulguées des lois limitant l'accès à des sources alternatives d'information³² sur internet, restreignant les droits et les libertés des citoyens ou élargissant les prérogatives des services de sécurité. Ainsi, depuis l'été 2012, les ONG recevant des fonds de l'étranger et menant des activités politiques sont légalement tenues de se faire enregistrer comme « agents de l'étranger ». Au plus fort de la crise ukrainienne, elles étaient régulièrement qualifiées dans la presse de « cinquième colonne » et leurs représentants de « traîtres à la nation » (*nacpredatel'*), des termes qui rap-

31. Vladimir Poutine, « [La Russie et le monde changeant](#) », *op. cit.*

32. Julien Nocetti, « [Guerre de l'information : Le web russe dans le conflit en Ukraine](#) », IFRI, *Focus stratégique*, 62, septembre 2015, p. 24-27.

pellent les heures les plus sombres du régime stalinien³³. Se sont ensuivies de nombreuses tracasseries pour les associations visées, notamment pour celles qui défendent les droits de l'homme, comme Memorial ou l'Union des comités de des mères de soldats. En mai 2015, le Président Poutine a signé une loi autorisant l'interdiction des ONG russes et étrangères dont les activités seraient susceptibles de porter atteinte à la sécurité et au régime constitutionnel de la Russie. Au titre de cette loi, des fondations américaines jugées « indésirables », comme celle du milliardaire américain George Soros Open Society, mais aussi la Fondation Mac Arthur et Carnegie Endowment for Democracy, ont été interdites ou ont cessé leurs activités. En somme, ces perceptions quant à une menace extérieure immédiate permettent de justifier le durcissement sécuritaire du régime. À la veille du 1^{er} de l'an 2016, le Président Vladimir Poutine a signé une loi autorisant les forces du FSB à tirer dans la foule pour empêcher un acte terroriste ou une attaque sur des bâtiments gouvernementaux, et à abattre des femmes et des enfants au cas où ces derniers viendraient à opposer une résistance armée ou s'apprêteraient à commettre un attentat³⁴. En avril 2016, le général Alexandre Bastrykine, camarade d'université de Vladimir Poutine et président du Comité d'enquête de la Fédération de Russie, a publié un long article intitulé « Il est temps d'opposer une barrière effective à la guerre de l'information ». Il y affirme que « depuis dix ans la Russie et une série d'autres pays vivent dans les conditions d'une guerre hybride, déchaînée par les États-Unis et leurs alliés » et que cette guerre est « entrée dans une nouvelle phase de confrontation ouverte » qui nécessite une réaction musclée :

« Il semble qu'il est temps d'opposer une barrière effective à cette guerre de l'information. La réponse doit être dure, adéquate et symétrique. C'est particulièrement d'actualité

33. Tatiana Bonch-Osmolovskaya, « Combating the Russian State Propaganda Machine: Strategies of Information Resistance », *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society, Russian Media and the War in Ukraine*, 1:1, p. 175-218.

34. Ce texte de loi n°830561-6 a été examiné et voté par la douma le 22 décembre 2015 (lien vers l'ordre du jour sur [le site de la Douma](#)). Il a été entériné par la chambre haute, le Conseil de la Fédération, le 25 décembre 2015 (détails sur le [site du Conseil de la Fédération](#)). Il a été signé par le Président Vladimir Poutine dans les jours suivants. Voir « [Putin Signs Law Allowing Federal Police to Shoot Women and Children, and Fire into Crowds](#) », *Meduza*, 30 décembre 2015.

dans les circonstances des prochaines élections et des risques potentiels d'une intensification des forces de déstabilisation de la situation politique. Ça suffit maintenant de jouer à la fausse démocratie (*lžedemokratiâ*) en suivant des valeurs pseudo-libérales. »

Dans un long développement, il énumère les restrictions à l'information et à la liberté d'expression qu'il appelle de ses vœux. Il propose notamment de bloquer les sites et les documents considérés comme extrémistes, en suivant une procédure administrative, et non plus judiciaire, de criminaliser la collecte et la possession de documents dits extrémistes et d'étendre les dispositions de l'article 280 du code pénal sur « les appels publics à l'accomplissement d'une activité extrémiste » pour y inclure la « falsification de l'histoire » et la contestation des résultats d'une consultation populaire. Il envisage également de priver d'aides sociales les proches des personnes impliquées dans des faits de terrorisme et de recourir à « la confiscation de la propriété privée » comme forme de « châtement pénal » afin de mieux lutter contre l'extrémisme, le terrorisme et d'autres formes de criminalité³⁵.

Des députés des chambres basse et haute de l'Assemblée fédérale, la Douma d'État et le Conseil de la Fédération de Russie, redoublent d'efforts pour amender les législations d'inspiration libérale et transcrire dans la loi leur conception des valeurs traditionnelles russes et des relations entre l'État et le citoyen. Ce faisant, ils contestent en premier lieu le droit à la vie privée et les libertés individuelles. En juillet 2016, un ensemble de mesures dites antiterroristes a été adopté à l'initiative de la députée Irina Iarova. Communément appelées « paquet Iarova », ces lois durcissent la législation en vigueur dans des domaines allant au-delà de la lutte antiterroriste. D'une part, elles renforcent la surveillance de la population, en rendant passible de poursuites au pénal la non-divulgateion d'un crime, en imposant aux opérateurs de téléphonie mobile de conserver et, le cas échéant, de dévoiler les communications orales et écrites de leurs abonnés et en obligeant les portails internet à déchiffrer les messages écrits de leurs clients à la demande du FSB. D'autre part, elles consolident l'arsenal

35. Alexandre Bastrykine, « [Il est temps d'opposer une barrière effective à la guerre de l'information](#) », *Kommersant*, 18 avril 2016, en russe.

législatif de lutte contre l'extrémisme religieux, mais aussi contre le prosélytisme religieux. S'inscrivant dans la même veine, la Douma d'État a entériné, en janvier 2017, au nom des valeurs familiales russes traditionnelles, une loi dépénalisant la violence conjugale, désormais considérée comme une infraction et punie d'une simple amende³⁶.

L'AFFIRMATION D'UN DISCOURS DE SUBSTITUTION : LE « MONDE RUSSE »

En affirmant l'existence d'une dichotomie irréductible entre l'Est et l'Ouest, les dirigeants russes ne prêtent pas seulement aux « Occidentaux » des intentions hostiles, ils attribuent aussi à la Russie une destinée à part. Comme au temps où les intellectuels slavophiles dénigraient les occidentalistes³⁷ et comme au temps où les propagandistes soviétiques s'emportaient contre le « système capitaliste », ils entendent isoler leur pays de l'influence occidentale et des valeurs libérales. Convaincus qu'une « guerre de l'information » leur est livrée, ils développent un contre-discours, marqué par un conservatisme traditionnaliste et identitaire. Ainsi la contestation de l'universalité des valeurs politiques occidentales va de pair avec l'affirmation de l'exceptionnalisme de la culture russe. Au fil des ans s'est peu à peu imposé le concept de « monde russe » dans les discours publics comme dans les médias. D'après Marlène Laruelle, ce concept offre un répertoire particulièrement puissant car il s'insère dans « un imaginaire géopolitique, un atlas mental flou sur lequel différentes régions du monde et leurs liens à la Russie peuvent s'articuler de façon fluide ». Selon elle, « cette confusion est structurelle au concept et lui permet d'être réinterprété dans de multiples contextes. Premièrement, il sert à justifier ce que la Russie considère comme son droit à superviser l'évolution [politique] de ses voisins et parfois sa politique interventionniste. Ensuite, [il lui permet] de renouer avec son passé soviétique et pré-soviétique en se réconciliant avec les diasporas russes à l'étranger. Enfin, il constitue un instrument cru-

36. Pierre Avril, « [La Russie libéralise les violences domestiques](#) », *Le Figaro*, 26 janvier 2017.

37. Pour une perspective historique sur l'éternel débat concernant l'identité russe et la place de la Russie dans le monde, voir notamment Marie-Pierre Rey, *Le Dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Flammarion, 2002 ; se reporter aussi au recueil des écrits de nombreux écrivains et intellectuels russes *À la recherche de sa voie : La Russie entre l'Europe et l'Asie. Chrestomathie sur l'histoire de la pensée sociale russe au XIX^e et XX^e siècles*, Moscou, Logos, 2000, 752 p., en russe.

cial pour développer l'image de marque de la Russie sur la scène internationale et faire entendre sa voix dans le monde. Le "monde russe" est par essence un signifiant flottant, qui est développé par divers acteurs autour du Kremlin, qui s'adresse à différentes audiences et qui peut prendre une coloration spécifique en fonction des besoins et du contexte »³⁸.

D'après Fiodor Loukianov, le rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs* et Directeur du Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP), le concept de « monde russe » coïnciderait avec les vues de l'écrivain Alexandre Soljenitsyne : « Non seulement pour la reprise de valeurs conservatrices et traditionnelles, mais aussi pour la définition de l'aire culturelle et politique de la Russie. L'Union eurasiennne, composée de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan, qui souhaitait intégrer à terme l'Ukraine (les autres pays n'ont jamais été considérés comme des priorités), constituait une réplique quasi littérale du "monde russe" décrit par Soljenitsyne dans son essai de 1990, *Comment réaménager notre Russie ?* »³⁹. Cette notion a pour particularité d'attribuer l'attractivité de la Russie, non pas à des valeurs et des idéaux politiques, comme dans le cas du *soft power* occidental, mais à des caractéristiques culturelles et historiques. Elle a servi à justifier l'annexion de la Crimée, l'irrédentisme des séparatistes pro-russes d'Ukraine et le projet, aujourd'hui abandonné, de reconstituer l'ancienne province de Novorossia. Elle est utilisée pour convaincre la population russe et l'opinion publique d'autres pays que les tensions actuelles entre la Russie et l'Europe relèveraient d'un conflit de civilisation entre un « monde russe », garant de l'orthodoxie et de la bonne morale, et un Occident déchristianisé et décadent sur le plan des mœurs. Pourtant, ce discours sur le conflit de civilisations ne résiste pas à un examen attentif des faits. Les deux guerres que la Russie a livrées dans son étranger proche l'ont opposée à la Géorgie en 2008 et à l'Ukraine depuis 2014, deux pays dont la religion majoritaire est l'orthodoxie et qui ont appartenu à l'empire russe et à l'Union soviétique.

Le conflit se déroule, en réalité, à l'intérieur du monde post-soviétique : s'y affrontent deux rapports au passé soviétique et deux conceptions des

38. Marlène Laruelle, « [The "Russian World". Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination](#) », Center on Global Interests, mai 2015.

39. Fiodor Loukianov, « La Russie, une puissance révisionniste ? », *Politique étrangère*, 2, 2015, p. 11-24, p. 18.

relations entre l'État et le citoyen. D'un côté, des sociétés civiles tentent, à grand mal, de promouvoir l'idée d'État de droit, d'affirmer la responsabilité du citoyen et de se défaire du passé soviétique dont elles condamnent la violence. D'un autre côté, des systèmes politiques fondés sur la captation et la privatisation des ressources de l'État entendent assurer leur survie⁴⁰. À cette fin, les autorités russes recréent une idéologie d'État, exaltent la période soviétique et exercent une censure sur certains pans de l'histoire, notamment la Seconde Guerre mondiale. Comme le remarque l'éditorialiste russe Kirill Govoron : « S'il fallait vraiment décrire le conflit en Ukraine en termes de civilisation, alors on devrait parler non pas de la confrontation des civilisations orthodoxe et occidentale, mais de celle des communautés néo-soviétique et antisoviétique. [...] Cela signifie que le nouveau "monde russe", qui soi-disant se heurte à l'Occident, est en réalité un monde "soviétique", et la supposée "civilisation orthodoxe russe" est par essence "soviétique". L'Orthodoxie dans cette civilisation s'est transformée en religion civile, articulée de façon éclectique par des emprunts des périodes impériale et soviétique (y compris le culte de Staline) »⁴¹. Ce retour en grâce de Staline est attesté par des enquêtes d'opinion et encouragé à différents niveaux⁴². Il donne lieu à des attitudes paradoxales. Alors que toute manifestation dans l'espace public est strictement encadrée et règlementée et qu'un opposant a été condamné en appel à deux ans et demi de prison en colonie pénitentiaire pour avoir tenu une pancarte dans la rue⁴³, des admirateurs de Staline se sont réunis, le 5 mars 2016, au pied du Kremlin pour commémorer sa mort. Les participants de cette

40. Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy: Who Owns Russia?*, New York, Simon and Schuster, 2014. Lire le [premier chapitre](#) en ligne sur le site de l'éditeur. Voir aussi la recension d'Ann Applebaum, « [How He and His Cronies Stole Russia](#) », *New York Review of Books*, 18 décembre 2014 ; voir la polémique suscitée par la rétractation soudaine de Cambridge University Press qui a refusé de publier le livre, et exposée dans « [A Book Too Far](#) », *The Economist*, 3 avril 2014.

41. Kirill Govoron, « [Interprétant "le monde russe"](#) », *Russkij mir*, 2015, en russe.

42. Voir Andrei Kolesnikov, « [Russian Ideology After Crimea](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 22 septembre 2015, p. 4-5.

43. Alexandra Boukavreva, « [Le tribunal de la ville de Moscou a abaissé à deux ans et demi la peine de l'activiste Dadine](#) », *Novaya Gazeta*, 31 mars 2016, en russe.

cérémonie, embrassaient à tour de rôle une icône de Staline entouré de ses généraux, comme s'il s'agissait d'un saint⁴⁴.

RÉVISIONNISME ET NOSTALGIE DE LA PUISSANCE

Pour comprendre pourquoi les dirigeants russes ont une vision hostile du monde occidental, il n'est pas inutile de revenir sur le milieu socio-historique et culturel dans lequel ils ont été socialisés. Jusqu'en 2016, la plupart des figures clefs du régime et des dirigeants des grandes entreprises d'État avaient étudié dans les écoles du KGB et commencé leur carrière dans les services de sécurité et des services secrets. On connaît le parcours du chef de l'État qui a dirigé le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) de juin 1998 à août 1999. On pourrait aussi citer en exemples de hauts fonctionnaires comme Sergueï Narychkine, l'ancien président de la Douma d'État (2011-2016) et l'actuel directeur du Service d'espionnage extérieur (SVR), ou encore Igor Sechin, le directeur exécutif de la compagnie pétrolière Rosneft et actuel vice-Premier ministre, mais aussi de nombreux *siloviki* ayant pour certains récemment perdu leur place, comme l'ancien chef de l'administration présidentielle Sergueï Ivanov (2011-2016) qui a aussi été vice-directeur du FSB et vice-directeur du département européen du SVR ou l'ex-directeur de l'entreprise des chemins de fer russes Vladimir Iakounine (2005-2015). Ces hommes ont fait leurs classes dans les services d'espionnage ou de contre-espionnage, souvent à l'étranger, où ils devaient mener des activités de subversion et recruter des agents. Ils étaient le plus souvent sélectionnés dans des milieux modestes, voire frustes, correspondant à « l'origine de classe » idéale du

44. La [photo](#) de la cérémonie. Au sujet de la réhabilitation de Staline, voir le reportage et les photos d'Ilya Azar, « [Tremblez, crachez du poison. Comment Joseph Staline revient dans la vie de la Russie](#) », *Meduza*, 25 février 2016, en russe ; Alec Luhn, « [Stalin, Russia's New Hero](#) », *The New York Times*, 11 mars 2016 ; et la réflexion de l'historien Andreï Zubov, « [Staline, c'est l'axe autour duquel tourne tout le pouvoir présent](#) », *Otkrytaâ Rossiâ (Russie ouverte)*, 25 février 2016, en russe. Pour mémoire, rappelons le rapport de décembre 1937 du chef du NKVD Nikolai Iejov à Staline : « grâce à nos opérations (des quatre derniers mois), la direction de l'Église orthodoxe a été presque entièrement liquidée. 166 métropolitains et évêques ont été arrêtés (81 déjà condamnés à mort), ainsi que 9116 papas (4 629 déjà condamnés à mort), 2 173 moines et moniales (934 déjà condamnés à mort), 19 904 autres activistes cléricaux (7 004 déjà condamnés à mort) ». Voir Nicolas Werth, *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Tallandier, Paris, 2009, p. 258.

régime soviétique. Ils ont subi un conditionnement idéologique poussé à un jeune âge. En plus d'acquérir la culture bolchevique du secret et la discipline de parti, ils ont été habitués à considérer le monde de façon binaire et hostile. Appartenant à l'un des piliers du régime soviétique, adhérant sans doute à son corpus idéologique, ils ont vécu l'éclatement de l'Union soviétique comme un cataclysme national et parfois comme un déclassement personnel.

Leur formation et leur expérience professionnelle dans les services expliquent, au moins en partie, leur analyse des « révolutions de couleur », leur posture dite « révisionniste » en matière de politique étrangère et la relecture historique qui l'accompagne. Habitués à mener des opérations spéciales, ils sont sceptiques à l'idée que des mouvements de contestation populaire puissent surgir sans intervention et manipulation extérieures. Ils se disent insatisfaits des nouvelles frontières de l'Europe et éprouvent un « sentiment d'impuissance face au remodelage de l'Europe géré par l'Occident suivant ses propres critères⁴⁵ ». Ils ont réprouvé l'élargissement, le 1^{er} mai 2004, de l'UE à dix nouveaux États, dont trois faisaient partie des frontières soviétiques (les pays baltes) et cinq appartenaient au Pacte de Varsovie, et encore plus l'intégration dans l'OTAN de la Pologne, la Hongrie et la République tchèque en 1999 et des pays baltes, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovénie et de la Slovaquie en 2004. Ils préconisent la délimitation de zones d'influence, promouvant une conception singulière de l'idée d'égalité souveraine des États qui fonde le système international. Ils adhèrent ainsi, au moins implicitement, à la théorie de la « souveraineté limitée », développée par Leonid Brejnev après l'écrasement du printemps de Prague en août 1968.

Nostalgiques de la période où l'Union soviétique était une « grande puissance » et traitait d'égal à égal avec les États-Unis, ils contestent l'ordre établi et les règles du jeu international. Ils rejettent la prééminence des États-Unis dans les relations internationales, mais cherchent constamment à créer des situations qui leur permettent de donner l'impression – et de se convaincre eux-mêmes – de régler les affaires du monde en tête à tête avec les Américains. L'affirmation d'une logique de bloc, la défense d'une « sphère d'influence », la volonté d'établir un partage du monde témoignent d'un inconfort face aux évolutions du système international

45. Fiodor Loukianov, « La Russie, une puissance révisionniste ? », *op. cit.*

et d'un attachement à la *Weltanschauung* soviétique. Cette volonté de retrouver le rang et le rôle qui étaient dévolus aux dirigeants soviétiques s'accompagne de contre-vérités historiques. Ainsi les dirigeants russes adressent de nombreux griefs aux « occidentaux ». Ils leur reprochent, en particulier, de les avoir sciemment floués à la fin de la Guerre froide ou de ne pas avoir respecté les engagements pris au moment de la réunification allemande concernant l'élargissement de l'OTAN. Si certaines de ces objections sont fondées, ils omettent souvent de reconnaître les causes intérieures de l'effondrement soviétique et le rôle central et prééminent que Boris Eltsine – en tant que président élu de la Russie (RSFSR) – a joué dans son démantèlement à la fin de l'année 1991.

LES CIBLES ET LES VECTEURS D'INFLUENCE : UN RETOUR AUX MÉTHODES SOVIÉTIQUES ?

En plus de souscrire à l'impression, largement partagée, d'un chaos grandissant et d'un monde devenu imprévisible et incontrôlable, les dirigeants russes estiment que la Russie est confrontée à des menaces imminentes. Ils prennent des mesures pour tenter d'y remédier et pour renforcer la protection du régime et du pays. La défense du pays est assurée par des moyens militaires classiques : la dissuasion, notamment nucléaire, la prévention des conflits armés, mais aussi l'amélioration de l'organisation militaire, des capacités de mobilisation de l'armée et de la réactivité des forces de défense civile. La sécurité de l'État est assurée par des forces de l'ordre pléthoriques qui subissent actuellement une réorganisation à marche forcée⁴⁶, mais aussi par des méthodes éprouvées d'influence. En l'état actuel de nos connaissances, il n'existe pas de document de doctrine russe sur le ciblage en sources ouvertes. De même, il est difficile d'établir qui décide des cibles et des vecteurs d'influence et suivant quels critères les résultats sont évalués. Pour comprendre les effets que la Russie veut produire, de façon globale ou différenciée, sur les acteurs de son environnement, qu'ils soient étiquetés comme alliés, neutres ou adversaires, et pour déterminer si l'influence russe présente une ligne directrice et une logique d'ensemble, on ne peut que partir de l'observation des pratiques. On constate une amplification et une diversification des méthodes d'influence, qui s'inspirent à la fois du modèle occidental et de la tradition soviétique. Le Kremlin a commencé par cibler les élites politiques et économiques occidentales. Il a mis en œuvre une diplomatie publique très active en fondant et en finançant des forums et des fondations chargés de relayer ses vues sur les affaires

46. En juillet 2015, le Président Poutine a signé un oukaze ordonnant la suppression de 110 000 postes dans les rangs du ministère de l'Intérieur, soit 10 % de l'effectif. En avril 2016, il a présenté au parlement un projet de loi sur la réorganisation des services de police et la création d'une garde nationale, dont les prérogatives sont étendues et dont la direction est confiée à Viktor Zolotov, ancien du KGB et vieil ami du président, qui a dirigé le service dédié à sa protection de 2000 à 2013. Alexei Nikolskij *et al.*, « [La Garde nationale deviendra une puissante institution de force](#) », *Vedomosti*, 6 avril 2016, en russe.

du monde. À cette fin, il utilise aussi de plus en plus des modes d'action rappelant ceux auxquels le KGB recourait pendant la période soviétique, comme la constitution de réseaux d'influence, rassemblant des « compagnons de route ». Il cherche, par ailleurs, à s'appuyer sur les Russes de l'étranger qui peuvent servir de relais d'influence. Depuis 2012, il s'efforce, en plus, d'orienter les opinions publiques étrangères, en investissant massivement dans différents types de médias. À ces méthodes d'influence viennent s'ajouter des moyens de pression relevant directement du *hard power*, comme la dissuasion nucléaire, l'intimidation militaire, le chantage énergétique et différentes méthodes de déstabilisation politique⁴⁷.

LES ÉLITES EUROPÉENNES VIA DES RÉSEAUX D'INFLUENCE

Dans les années 2000, le Kremlin a créé plusieurs plateformes d'échange et de discussion destinées à modifier l'image de la Russie. Ces forums s'adressent en priorité aux élites occidentales et s'inspirent des fondations américaines chargées de promouvoir une certaine vision des principes qui devraient gouverner le monde et régir les relations internationales. Créé en 2004, le [Club Valdai](#) est un forum annuel qui réunit des universitaires, des experts et des politiciens russes et étrangers pour discuter de la Russie et de sa place dans le monde, et qui publie sur son site des études bien documentées. Il travaille en collaboration avec le [Conseil pour la Politique étrangère et de Défense](#) (SVOP), une organisation non gouvernementale fondée en février 1992, au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, qui se donne pour mission de participer à l'élaboration des orientations stratégiques de la Russie, de sa politique extérieure et de sa politique de défense. *Think tank* indépendant, mais lié au pouvoir, le SVOP se déclare attaché à la défense « des intérêts nationaux de la Russie et des valeurs démocratiques » et publie une revue de relations internationales, [Russia in Global Affairs](#). En 2010, deux autres associations à but non lucratif ont été créées afin de favoriser l'insertion de la Russie dans le monde et de renforcer son prestige international. La première, le [Russian Council for Foreign Affairs](#), est fondée à l'initiative des ministères russes des Affaires étrangère

47. Pavel Baev, « Russia in East Central Europe: Means of Pressure and Channels of Influence », rapport publié par l'Institut français des relations internationales (IFRI) avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), juin 2016.

et de l'Éducation, en collaboration avec plusieurs universités russes de premier plan et la Fondation Russkyi mir. Il a pour mission de « contribuer à la recherche internationale en Russie, à améliorer la formation des diplomates et des spécialistes régionaux et à organiser la coopération entre les organisations scientifiques russes et les centres d'analyse et les experts étrangers se spécialisant dans les affaires internationales ». La seconde, baptisée le [Gorchakov Fund for the Support of Public Diplomacy](#) en hommage à Alexandre Gortchakov, ministre des Affaires étrangères de 1856 à 1883, est conçue comme un instrument de diplomatie publique, destiné à favoriser la coopération internationale des ONG russes⁴⁸. Enfin, le ministère russe de la Défense orchestre de grands événements de diplomatie publique. Il organise annuellement la « Conférence de Moscou sur la sécurité internationale » qui fait concurrence à la conférence de Munich sur la sécurité⁴⁹, et ponctuellement des conférences sur la sécurité en Europe et au Moyen-Orient⁵⁰.

Pour pénétrer les milieux d'affaires, des structures mixtes sont mises en avant. En France, le [Cercle Kondratieff](#) du nom de Nikolai Kondratieff (1892-1938), un célèbre économiste russe emporté par les grandes purges, a été fondé en 1998 après la crise financière et bancaire russe. Il réunit des chefs d'entreprises et des économistes qui souhaitent promouvoir une « autre image » de la Russie. Il travaille aujourd'hui en étroite collaboration avec [l'Observatoire franco-russe](#), un centre d'analyse de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCI), créé en décembre 2011 et basé à Moscou, qui rassemble des universitaires et qui diffuse des analyses de la situation internationale. Le Kremlin s'attache, en outre, à développer des relais d'opinion et des réseaux d'influence, en adaptant son argumentaire en fonction des pays et des publics visés. Selon Anton Shekhovtsov, il entretient des relations suivies avec tous les partis d'extrême-droite populistes en Europe⁵¹. En France, il exploite deux ressorts communs à la

48. « [Kremlin Sets Up Two Nonprofit International Affairs Associations](#) », Interfax, 2 février 2010.

49. Voir sur le [site](#) du ministère russe de la Défense pour plus d'informations.

50. *Ibid.*

51. Anton Shekhovtsov, « [The Kremlin's Marriage of Convenience with the European Far Right](#) », *Open Democracy*, 28 avril 2014 ; Tony Paterson, « [Putin's Far-Right Ambition: Think-Tank Reveals how Russian President is Wooing – and Funding – Populist Parties across Europe to Gain Influence in the EU](#) », *The Independent*, 25 novembre 2014.

culture politique russe et française, la nostalgie de la puissance et l'anti-américanisme. Des hommes politiques proches du pouvoir russe ont noué des liens avec des représentants des milieux souverainistes et eurosceptiques français de droite et de gauche. Ils entretiennent un dialogue régulier avec le Front national⁵², mais aussi avec d'anciens communistes, restés au PCF ou passés au Front de Gauche. Ils peuvent compter sur l'action de personnes acceptant de jouer les agents d'influence⁵³. Créé récemment, le [Cercle Pouchkine](#), du nom d'Alexandre Pouchkine (1799-1837), le plus révérend des poètes russes, n'est pas un cercle littéraire. Il se donne pour vocation d'œuvrer « à rassembler toutes les bonnes volontés issus des milieux de la société civile, culturelle, politique, économique, souhaitant œuvrer au rapprochement de la France et de la Russie ». Il a tenu une soirée de lancement en décembre 2015 en présence d'une assemblée clairsemée. Il prévoit d'organiser une conférence par mois. Par l'entremise de ces différents vecteurs, le Kremlin mène des opérations d'influence dite blanche, en cherchant, par exemple, à convaincre des hommes politiques français de différents bords de l'inanité et de l'inefficacité des sanctions, dans le but de susciter à terme un courant suffisamment fort pour obtenir leur levée. Mais il met aussi en œuvre des opérations d'influence dite noire. Un agent d'influence français peut ainsi répéter à maintes reprises lors d'une conférence réunissant des hommes d'affaires que « l'économie ukrainienne est au bord de l'effondrement » de façon à les dissuader d'y investir.

LES RUSSES DE L'ÉTRANGER VIA DES ORGANISMES DÉDIÉS

Les communautés russes à l'étranger constituent une cible privilégiée, mais aussi une source d'inquiétude car elles peuvent servir de relais d'influence dans leur pays d'élection, mais aussi de courroie de transmission des idées libérales dans leur pays d'origine⁵⁴. Elles représentent une part importante

52. Marine Turchi, « [Les réseaux russes de Marine Le Pen](#) », *Mediapart*, 19 février 2014.

53. Voir l'enquête de Cécile Vaissié, [Les Réseaux du Kremlin en France](#), Les Petits Matins, Paris, 2016.

54. Voir Céline Marangé, « [Les diasporas russes dans la stratégie de soft power de Moscou](#) », in Anne de Tinguy (dir.), « Regard sur l'Eurasie. L'année politique 2015 », *Les Études du CERJ*, février 2016.

de la population dans plusieurs pays post-soviétiques. En Lettonie, en Estonie et au Kazakhstan, elles représentent environ 25 % de la population totale, en Lituanie 15 %, en Biélorussie, en Moldavie et en Ouzbékistan un peu moins de 10 %. En Ukraine, elles représentaient 17,3 % de la population avant l'annexion de la Crimée et l'afflux de réfugiés en Russie, d'après des chiffres datant de 2001⁵⁵. Dans les pays occidentaux, toute personne russophone, née en Union soviétique, est généralement assimilée à un « Russe », quelle que soit son identité ethnique et religieuse, son pays de naissance ou son statut juridique. Les « Russes » ainsi définis seraient 3,1 millions aux États-Unis, 1,2 millions en Israël, 1,2 millions en Allemagne et plusieurs centaines de milliers en France.

Les autorités russes développent depuis dix ans une diplomatie publique active, dont les principaux piliers sont la promotion de la langue, la défense des communautés russes à l'étranger, la mise en avant de la culture russe et de l'Église orthodoxe et la création de fondations servant de cercles de réflexion et d'influence⁵⁶. L'agence [Rossotrudnichestvo](#) (« Coopération russe » en abrégé), créée initialement pour encourager les relations avec les pays de la Communauté des États indépendants, est la principale agence russe chargée de développer des actions de *soft power*. Elle a été rebaptisée par un décret du Président Medvedev du 6 septembre 2008, au lendemain de la guerre de Géorgie d'août 2008 qui avait été source d'insatisfaction pour le Kremlin qui avait l'impression d'avoir perdu la bataille de l'information. Organisé sur le modèle du Goethe Institut, de l'Alliance française ou du British Council, Rossotrudnichestvo a pour principale mission d'étendre la présence culturelle russe à l'étranger. En partenariat avec les ambassades russes, elle subventionne l'organisation de festivals de musique, de cinéma et de littérature russes dans les capitales et les villes de province occidentales.

Diverses initiatives ont été prises pour maintenir des écoles et des centres culturels russes et pour défendre les droits des communautés russes. Créée en 2007, la Fondation Russkyi mir (Monde Russe) est une organisa-

55. CIA World Factbook, [Ethnic Groups](#).

56. Pour un historique, voir Tatiana Kastouéva-Jean, « [Soft Power russe : discours, outils, impact](#) », *Russie.Nei.Reports*, 5, octobre 2010, 29 p. ; Fiodor Loukianov, « Les paradoxes du soft power russe », *La Revue internationale et stratégique*, 92, hiver 2013, p. 147-156 ; Tatiana Kastouéva-Jean, « Le soft power russe est-il mort en Ukraine ? », *Diplomatie*, Les grands dossiers, 21, juin-juillet 2014, p. 46-47.

tion gouvernementale qui défend l'enseignement et le statut juridique de la langue russe. Le nombre de locuteurs du russe ne cessant de diminuer, le gouvernement a entériné, en décembre 2014, un large plan d'action de promotion de la langue russe⁵⁷. Il a également créé, en 2013, un Fonds de soutien et de défense des droits des compatriotes vivant à l'étranger. Placé sous le patronage du ministère russe des Affaires étrangères, ce fonds remplit deux missions d'après le ministre Sergueï Lavrov : d'une part, aider les Russes à « défendre leurs intérêts légaux, neutraliser les tentatives de discrimination, avant tout dans les pays baltes » ; d'autre part, « s'opposer à toute révision des conclusions de la Seconde Guerre mondiale, à l'héroïsation des nazis et de leurs acolytes, ainsi qu'à toute forme et toute manifestation de xénophobie, de nationalisme agressif et de chauvinisme »⁵⁸. Les médias et les autorités russes dénoncent régulièrement les discriminations dont les Russes ethniques seraient l'objet, justifiant ainsi leurs tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures des États post-soviétiques. Cependant, les partis qu'ils financent dans les États baltes sont souvent des coquilles vides sans influence. De même, d'après des acteurs locaux, les efforts fournis pour influencer les communautés russes d'Estonie et de Lettonie ont très peu porté.

En France, le Kremlin a créé en 2008 l'[Institut pour la démocratie et la coopération](#) (IDC) dont la direction est depuis lors assurée par Natalia Narochnitskaya, une ancienne députée du parti nationaliste Rodina (Patrie), au moment même où Dmitri Rogozine, fondateur du même parti, était nommé Représentant permanent de la Russie auprès de l'OTAN. Basé à Paris, l'IDC se présente comme une fondation politique ayant « pour vocation de participer au débat sur la relation entre la souveraineté des États et les droits de l'homme; d'étudier les relations est-ouest ; de parler du rôle des ONG dans la vie démocratique des pays du monde (...). Il s'intéresse aussi à la mémoire des grands moments de l'histoire, notamment des deux grandes guerres du XX^e siècle ». Il « défend une vision classique

57. [Conception du Programme fédéral « Langue russe » pour 2016-2020](#), Ordonnance du Gouvernement de la Fédération de Russie n° 2647 du 20 décembre 2014, en russe ; Aleksander Arefiev, « [Combien de gens parlent et parleront russe ? La chute du statut de la langue russe dans l'espace post-soviétique](#) », *Demoskop* (version électronique de la revue *Naselenie i obshchestvo [Population et société]*), 251-252, juin-août 2006, en russe.

58. Sergueï Lavrov, « [Le monde russe en voie de consolidation](#) », *Rossijskaâ Gazeta (Journal russe)*, 2 novembre 2015, en russe.

du droit international », plaide en faveur de la souveraineté des États et s'oppose à l'ingérence au nom des droits de l'homme. Il considère que « l'ordre politique doit être fondé sur une perspective morale, et en particulier par l'éthique judéo-chrétienne ». Natalia Narochnitskaya, qui se considère comme un « membre actif de l'Église orthodoxe russe » et qui s'estime « reconnue pour sa défense des bonnes relations entre la Russie et l'Europe basées sur les valeurs communes de la chrétienté », organise régulièrement des conférences sur des sujets de société et sur des questions de politique étrangère, auxquelles sont conviés des parlementaires et des politiciens français.

LES OPINIONS PUBLIQUES ÉTRANGÈRES VIA LES MÉDIAS ET LES RÉSEAUX SOCIAUX

En dernier lieu, le Kremlin s'est doté de puissants moyens de communication pour diffuser son discours et son interprétation des relations internationales auprès des opinions publiques du monde entier. Ces dix dernières années, il a investi des sommes colossales dans la création de plusieurs médias internationaux. Russia Today, renommée RT, est une chaîne de télévision créée en 2005 et sponsorisée par le gouvernement russe. Officiellement desservie par 22 satellites et 230 opérateurs, elle émet en trois langues, en anglais, en arabe et en espagnol. Très suivie aux États-Unis, même si ses chiffres d'audience sont contestés⁵⁹, elle vient s'ajouter aux nombreuses chaînes de télévision russophones diffusées dans les pays occidentaux. Elle dispose également de portails web dans d'autres langues, notamment en allemand et en français. Machine de propagande pour les uns, instrument de promotion de la politique étrangère russe pour les autres, RT se fait fort d'explicitier le point de vue officiel de la Russie sur les grands dossiers internationaux, de porter à la connaissance du public des « informations dissimulées » par les grands médias traditionnels et même de relayer des théories conspirationnistes⁶⁰. En décembre 2013, alors que la contestation s'installait en Ukraine, les autorités russes ont créé un nouvel organe de communication officiel portant le même nom en

59. Au sujet du gonflement d'audience et de la rivalité entre RT et Ria Novosti, voir Katie Zavadski, « [Putin's Propaganda TV Lies about its Popularity](#) », *The Daily Beast*, 17 septembre 2015.

60. Ilya Yablokov, « [Conspiracy Theories as a Russian Public Diplomacy Tool: The Case of Russia Today \(RT\)](#) », *Politics*, 35:3-4, 2015, p. 301-315.

russe que la chaîne de télévision RT. Rossiâ Segodniâ (Russie Aujourd'hui) regroupe la radio « La Voix de la Russie » et l'agence de presse Ria Novosti, rebaptisée « Sputnik » à l'automne 2014. Comme à l'époque soviétique, cette agence de presse est chargée de diffuser le point de vue officiel sur la situation intérieure russe, la politique étrangère de la Russie et plus généralement les affaires du monde. Elle se présente comme un journal d'information en ligne disponible dans 33 langues, dont celles de tous les pays de l'ex-espace soviétique (à l'exception de l'ukrainien et du turkmène), y compris des pays baltes, et celles des territoires sécessionnistes de l'espace post-soviétique.

La force de frappe de ces médias au plan international est loin d'être négligeable, en particulier dans les pays arabes. D'après une étude du European Union Institute for Security Studies, parue au milieu de l'année 2016, RT et Sputnik sont très suivis sur les réseaux sociaux. À cette date, les internautes abonnés à la page de RT en arabe étaient 8 millions sur Facebook et 2 millions sur Twitter ; ceux abonnés à la page de RT en anglais étaient près 3,5 millions sur Facebook et 2 millions sur Twitter. Les chiffres atteints pour les pages de RT en français étaient plus modestes : environ 63 000 abonnés sur Facebook contre 45 000 sur Twitter. En revanche, la page de Sputnik en français figurait en troisième position dans le classement des pages Sputnik les plus suivies et bénéficiait de 200 000 abonnés sur Facebook et de 26 700 sur Twitter⁶¹. En 2016, le gouvernement russe a subventionné les médias à hauteur de 80,2 milliards de roubles, soit un peu plus d'un milliard d'euros. Cette dotation englobait les fonds alloués aux médias internationaux, comme RT, à l'agence Rossiâ Segodniâ, mais aussi aux médias nationaux, comme la première chaîne de télévision et la holding « Compagnie d'État russe de la télévision et de la radio », ainsi qu'à l'agence de presse TASS qui dispose de représentations dans 63 pays du monde et de 70 bureaux régionaux en Russie. Elle a baissé de 1,1 milliard de roubles par rapport à 2015, soit d'un peu plus de 1 %, alors que les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation étaient de 10 %. À ces baisses se sont ajoutées des difficultés financières liées à la forte dévaluation du rouble. Le budget de RT en 2016 s'établissait à 19 milliards de roubles, 2 milliards de roubles de moins qu'en 2015, ce qui représentait une baisse d'environ 300 millions de

61. Antonio Missiroli et al., *Strategic Communications. East and South*, 30, juillet 2016, p. 9-10.

dollars. 80 % de ses dépenses s'effectuant en devises étrangères, la chaîne a vu ses recettes réelles diminuer de plus d'un quart sur deux ans. Elle a dû renoncer à émettre en français et en allemand et a reporté *sine die* ses projets en France et en Allemagne. L'agence TASS a reçu 1,8 milliard de roubles en 2016, soit 800 millions de moins qu'en 2015. L'agence Rossiâ Segodniâ, qui comprend le journal Sputnik, voit son budget légèrement augmenter en 2016 pour atteindre 6,73 milliards de roubles, soit environ 100 millions de dollars, ce qui ne permet pas de compenser les pertes subies en raison de l'effondrement du rouble⁶². Le reste de la dotation a été alloué à des médias russophones émettant principalement en Russie. Ainsi, la priorité était clairement donnée à la propagande intérieure. Cette tendance à la baisse s'est confirmée lors du vote du budget à l'automne 2016, puisque RT devrait recevoir 17,5 milliards de roubles en 2017 contre 16,3 en 2018 et l'agence Rossiâ Segodniâ toucherait 6 milliards de roubles en 2017 contre 5,5 milliards de roubles en 2018⁶³.

Un autre moyen d'exercer une influence sur les opinions publiques occidentales est d'accroître sa présence sur le web et sur les réseaux sociaux. D'après des enquêtes approfondies du *Guardian* et du *New York Times*, de véritables « usines à troll » ont été mises sur pied. Un bâtiment de Saint Pétersbourg abrite ainsi des centaines d'employés qui se relaient jour et nuit pour inonder de commentaires favorables au Kremlin les journaux russes et occidentaux, de même que les réseaux sociaux et les forums de discussion. Selon le témoignage d'un ancien employé, ils écrivent « des posts ordinaires sur la façon de faire des gâteaux et sur la musique, tout en glissant de temps à autre un commentaire politique disant en quoi le gouvernement de Kiev est fasciste » ou suggérant que « le leader de l'opposition russe Navalnyj est corrompu ». D'autres créent, sous pseudonyme, des pages où ils vantent les mérites du régime russe et conspuent la société et les dirigeants occidentaux. Ils ont interdiction de parler à leur entourage de leurs activités. Les trolls les plus demandés sont les trolls anglophones qui occupent les postes les plus prestigieux et les mieux rémunérés⁶⁴. En

62. Ekaterina Brysgalova, « [La chaîne de télévision RT et l'agence TASS recevront moins d'argent du budget que l'an dernier](#) », *Vedomosti*, 8 octobre 2015, en russe.

63. Ekaterina Brysgalova, Ksenia Boleckaâ, « [L'État fera des économies sur ses propres médias](#) », *Vedomosti*, 12 octobre 2016, en russe.

64. Shaun Walker, « [Salutin' Putin: Inside a Russian Troll House](#) », *The Guardian*, 2 avril 2015.

plus de laisser des commentaires sur les grands journaux britanniques et américains, ils diffusent régulièrement de fausses rumeurs sur Twitter en détournant des informations ou en en créant de fausses informations (*hoax*) à partir de sites existants, comme celui de CNN par exemple⁶⁵. Ces campagnes d'influence sur Internet ne visent pas tant à convaincre du bien-fondé du point de vue défendu, qui est souvent peu argumenté, qu'à multiplier les interprétations pour brouiller les pistes et instiller le doute dans l'esprit des lecteurs⁶⁶. Plusieurs signaux laissent à penser que les autorités russes envisagent une intensification de la conflictualité via internet et non plus seulement sur Internet. Tout d'abord, elles prennent des mesures pour se prémunir contre des cyber-attaques. Ainsi ont-elles adopté, en décembre 2016, une « doctrine de sécurité de l'information » visant à identifier les menaces auxquelles la Russie serait exposée dans le domaine cybernétique et à renforcer la sécurité des infrastructures et des systèmes d'information russes. Ensuite, elles n'hésitent plus à mener des opérations d'ampleur dans ce domaine contre des pays en capacité de donner le change. D'après un rapport du directeur du renseignement national américain, rendu public le 6 janvier 2017, le Kremlin a ordonné aux services secrets russes de mettre en œuvre une campagne de désinformation pour influencer le résultat des élections présidentielles américaines et discréditer la candidate démocrate. À cette fin, des hackers russes auraient piraté les bases de données du Democratic National Committee et divulgué des emails de la candidate démocrate⁶⁷.

65. Adrian Chen, « [The Agency](#) », *The New York Times*, 2 juin 2015.

66. Voir « [Analysis of Russia's Information Campaign Against Ukraine](#) », NATO StratCom Center Of Excellence, 2014.

67. [Intelligence Report on Russian Hacking](#), *The New York Times*, 6 janvier 2017.

CONCLUSION

Les pratiques observées attestent d'une extension du champ de l'influence à l'extérieur des frontières et à l'intérieur du pays. De nature défensive, les stratégies d'influence de la Russie répondent à une perception de la menace qui ne coïncide pas nécessairement avec la réalité de la menace. On observe à cet égard un surinvestissement par rapport à certaines menaces perçues dont la dangerosité réelle est douteuse, mais aussi un sous-investissement par rapport à d'autres qui sont soit sous-estimées, soit ignorées. Le danger que l'OTAN et les États-Unis feraient peser sur la Russie paraît exagéré, au moins au regard des moyens investis. Formés dans les écoles du KGB, les dirigeants russes continuent de vivre dans l'univers mental de la Guerre froide. Ils se convainquent de l'existence d'une menace qu'ils contribuent à forger par leurs actes et par leurs déclarations. L'obsession qu'ils ont à se mesurer aux États-Unis et à retrouver un rang perdu témoigne d'une réticence à accepter les transformations du monde. Elle les porte à projeter leur puissance à l'extérieur comme en Syrie, tout en négligeant d'autres menaces potentielles ou sources de vulnérabilité. Ainsi le danger que représente l'islamisme radical et militant en Russie, en particulier dans le Caucase qui reste très instable, n'a suscité que peu d'intérêt jusqu'à récemment. De même, la montée en puissance de la Chine sur le plan militaire est pour l'instant occultée, au moins dans les doctrines et les discours.



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

LES STRATÉGIES ET LES PRATIQUES D'INFLUENCE DE LA RUSSIE

Céline MARANGÉ

Conçues en réaction à un environnement perçu comme hostile et incertain, les stratégies d'influence déployées par la Russie sont de nature défensive, bien que les pratiques qui en découlent soient très offensives. Cette Étude s'intéresse à la perception et la hiérarchie des menaces à travers un examen des déclarations publiques et une analyse comparée des documents de doctrine. Elle décrypte les représentations du monde qui fondent la posture stratégique des dirigeants russes. Elle démontre qu'une conception intégrale de l'influence prévaut aujourd'hui en Russie : « l'influence à distance, sans contact, sur l'adversaire devient le principal moyen d'atteindre ses objectifs de combat et d'opération », comme l'affirme le chef d'état-major Valery Gerasimov. Par les cibles visées et les vecteurs privilégiés, les méthodes d'influence de la Russie s'inspirent tant des pratiques occidentales de *soft power* que de la tradition soviétique de subversion politique.

É T U D E S